

ACCROCHAGE ENTRE FORCES DE L'ORDRE ET TERRORISTES

As-Salafia Al Jihadia se redéploie
en Tunisie ?

S'agit-il d'un regain d'activité terroriste en Tunisie ? Tout porte à le croire et le groupe As-Salafia Al Jihadia semble se redéployer discrètement dans les quartiers pauvres des grandes villes. L'accrochage survenu samedi 23 décembre dans la banlieue sud de la capitale renseigne sur la présence active de ce groupe de terroristes sur le sol tunisien.

Ilhem B. Tir - Alger (Le Soir) - Une source officielle du ministère de l'Intérieur et du Développement local tunisien avait annoncé le 25 décembre dernier que

lieue sud de la capitale Tunis Hammam-Lif et une patrouille des forces de l'ordre sur les lieux.

Ces échanges de coups de feu ont fait deux morts parmi ce groupe et ont permis l'arrestation de deux autres. «On déplore aussi deux blessés parmi les forces de l'ordre et les investigations préliminaires indiquent que les éléments de ce groupe sont de dangereux criminels recher-

chés», avait encore précisé le communiqué. Tandis que les informations officielles s'attellent à indiquer qu'il s'agissait d'une bande organisée de trafic de drogue, d'autres sources avaient affirmé que ce groupe de «malfaiteurs» appartient au réseau As-Salafia Al Jihadia.

«D'ailleurs, la police ne savait pas qu'ils étaient actifs et ce qui s'est passé relève plutôt de la surprise»,

précisaient d'autres sources. Une chose est sûre, «l'armée tunisienne a pris en main l'affaire pour cerner et limiter l'action de ce mouvement», a-t-on encore indiqué. Traqués par les services de l'ordre marocains et algériens, les salafistes seraient intéressés par la Tunisie selon des sources sécuritaires et leur redéploiement se fait de plus en plus sentier.

I. T.

« LA SOUPE AU COCHON » AUTORISÉE PAR LA JUSTICE FRANÇAISE

L'extrême droite autorisée à faire le tri
dans la solidarité

«La soupe au cochon» sera redistribuée en France par les associations caritatives d'extrême droite. Ainsi en a décidé une ordonnance du juge des référés au tribunal administratif de Paris, qui a autorisé l'association d'extrême droite «Solidarité des Français» à reprendre cette distribution de «soupe au cochon». La préfecture de Paris est ainsi condamnée pour avoir fait interdire la distribution d'une soupe populaire xénophobe et discriminatoire préparée intentionnellement avec du porc et qui avait pour but délibéré d'exclure ainsi de facto les juifs et les musulmans sans abris et dans le besoin. C'est au cours de l'hiver 2004 qu'une association baptisée «SDF Solidarité des Français», proche des mouvements d'extrême droite,

s'était constituée pour venir en aide aux démunis à Paris et un peu plus tard dans les régions. Et sans cacher leur intention et sans vergogne, les membres de cette association revendiquent cette soupe gauloise «comme un moyen de dénoncer le fait que l'Etat français, alors qu'il subventionne un nombre mirobolant d'associations d'aide aux pauvres du monde entier, oublie que la plupart des SDF dans notre pays sont d'origine européenne».

Autorisée à Nice par le maire UMP de cette ville, la soupe au cochon a été créée à Paris de très nombreuses protestations et des manifestations d'organisations politiques ou d'associations antifascistes.

Le Conseil de la ville de Paris

avait même condamné cette initiative qu'il considérait comme discriminatoire et xénophobe. Mais là n'est pas l'avis du tribunal administratif de Paris qui a annulé le dernier arrêté d'interdiction pris par la préfecture de police au motif que ces soupes au cochon ne constituaient ni un trouble sérieux à l'ordre public, ni une discrimination avérée. Plus encore, la préfecture a été condamnée au paiement des frais de justice. L'association «Solidarité des Français», dirigée par un ancien cadre du Mouvement national républicain (MNR) de Bruno Mégret, ne cache pas sa joie après cette décision du tribunal et a déjà annoncé qu'elle va reprendre incessamment la distribution de cette soupe sur Paris. Seule voix pour l'instant qui s'est

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

élevée contre cette décision de justice est celle du maire de Paris. Dans un communiqué émis mercredi, Bertrand Delanoë qualifie d'étonnante cette décision et souhaite vivement que le préfet de police fasse appel de cette ordonnance, espérant que le Conseil d'Etat aura, comme d'autres tribunaux par le passé, «une interprétation différente des principes républicains». Cette initiative aux relents xénophobes sera encore dénoncée par le maire de Paris qui rappelle «la volonté de la municipalité de dénoncer et de combattre toute forme de discrimination, de racisme et d'antisémitisme».

K. B.-A.

APRES LA PENDAISON DE SADDAM

La corde au cou

Le rideau est tombé sur une scène des plus macabres. Insoutenable ! Digne des films d'horreur comme seul Hollywood sait nous en servir. Des millions de personnes ont assisté, en direct, à la mise à mort d'un être humain. Les bureaux de Saddam en ont fait une victime ; et ses assassins en ont fait un héros. Une victime qui a su rester digne, au pied de l'échafaud, face à ses bourreaux et à leurs commanditaires. Ceux-là mêmes qui voulaient frapper les imaginations et consacrer la victoire de leur «démocratie», imposée par les bombes, les chars et le napalm. Les apprentis sorciers américains et leurs serviles serviteurs, gouvernants de pacotille, qui de Saïgon en Afghanistan, de Corée en Vietnam et d'Irak en Palestine ont toujours abouti à l'inverse de leurs odieux calculs. De criminel, de dictateur sanguinaire, Saddam Hussein devient un martyr et un symbole, non seulement pour son peuple, mais pour tout le monde arabe. Non seulement pour le monde arabe, mais pour tous les damnés de la terre. Un héros qui osa défier et résister à l'invasion américaine, à la première puissance du monde et à ses alliés. Sûr, comme l'ont dit des citoyens irakiens, que chaque Aid Al Adha, à Tikrit, à Bagdad ou ailleurs, sur chaque mausolée du monde arabe, ils seront nombreux, les musulmans humiliés, à faire le pèlerinage sur la tombe de Saddam sacrifié. Car, les peuples musulmans ont ressenti comme une humiliation suprême sa pendaison, mais ce sont surtout les dirigeants arabes et musulmans, les dictateurs et potentats qui subissent de plein

fouet cette insulte et ce viol d'un jour sacré pour toute la communauté musulmane. Mis à part Kadhafi, qui n'est pas un ange loin s'en faut, la plupart se turent ou émirent quelques gémissements insignifiants, si ce n'est une adhésion ou un silence éloquent. Où sont Boumediène, Gamel Abdennacer, Nehru, Chou En-lai, Nkrumah et les figures charismatiques de la résistance arabe et du mouvement des Non-Alignés ?

Les ONG réagissent avec vigueur à propos de la valeur du procès dans le fond et la forme, de la peine de mort en général et des conditions de son exécution qualifiée d'assassinat politique. Des citoyens musulmans, arabes, occidentaux, des journalistes de tous pays condamneront la parodie de procès, la date de l'exécution et sa barbarie vécue en direct ; alors que la Ligue arabe se terre dans un silence résigné et l'instance onusienne attend toujours pour voir ! Mais où sont les grands équilibres mondiaux d'antan, diront certains, et le poids consacré du Tiers-Monde ?

Les suites d'une telle escalade risquent d'être terrifiantes. La violence et la guerre fratricide ethnico-religieuse, ne seront que plus meurtrières, en Irak et dans la région. Les USA ont ainsi attisé le brasier du Moyen-Orient et préparé des lendemains terribles pour les peuples arabes et musulmans, en voulant conforter Israël, en tant que gendarme de la région pour s'assurer de la maîtrise énergétique. Cependant, un retour de manivelle des plus violents serait le résultat logique de cette escalade, avec la recrudescence du terrorisme, le

radicalisme politique et le risque de rupture du dialogue si fragile des «civilisations».

Mais pourquoi un seul et unique procès ? Pourquoi cette précipitation à faire disparaître si vite celui qui était courtois et armé par ceux-là mêmes qui ont envahi son pays, l'ont condamné et mis à mort ? Craignaient-ils d'être mis à nu et jugé par le tribunal de l'Histoire, à défaut de celui des hommes, pour haute complicité, pour les crimes et massacres horribles commis par Saddam (livraisons d'armement, produits chimiques, etc).

Ne serait-il pas logique et juste que ceux qui ont mis à mort un grand pays comme l'Irak, qui sont à l'origine de milliers de morts dans ce pays et dans le leur, coupables de silence et de laisser-faire complices, soient traduits devant un TPI ? Ceux qui ont armé Saddam Hussein, fermé les yeux sur ses crimes, sont coupables aussi de crimes contre l'humanité. Après les massacres du Vietnam, de la guerre irano-irakienne, de l'Afghanistan, des otages et assassinats en Amérique latine (Allende) et des milliers de Chiliens, entre autres, alors que Pinochet meurt tranquillement dans son lit), en Amérique centrale, en Afrique (Congo de Patrice Lumumba, Libéria, Somalie, Rwanda...), le laisser-faire du terrorisme islamiste en Algérie jusqu'à un certain 11 septembre, la bénédiction des massacres palestiniens privés de patrie et l'invasion sanglant du Liban, perpétrés par Israël, les USA poursuivent leur politique hégémonique et dévastatrice au nom de la démocratie, une «démocratie» qui sacrifie des mil-

Par le Bureau national du CCDR

lions d'innocentes victimes, renverse des régimes récalcitrants (Grenade, Panama, Chili) fomenté coups d'Etat et soulèvements, comme à Cuba ou au Venezuela, encourage et conforte des régimes aux ordres. 700 000 morts, 3000 soldats américains morts sans compter les alliés, des milliards de dollars de dégâts, huit milliards jour consacré à la guerre, des monuments millénaires détruits, est-ce le prix à payer pour cette démocratie ? N'est-ce pas la barbarie du XX^e siècle qui ne dit pas son nom ?

Tant d'argent et d'énergie qui auraient pu servir au développement et à la paix !

Les peuples, tour à tour, se taisent, observent, résistent, et se révoltent malgré la répression. Ce ne sont pas des moutons de Panurge. Les vrais moutons de Panurge sont ceux qui le gouvernement : chefs d'Etat, souverains calfeutrés dans leurs palais, dilapidant les richesses accumulées sur le dos de leurs peuples, serviteurs vassaux, zélés et dociles, soumis vis-à-vis de leurs maîtres et sacrifiant dignité et indépendance, de leur pays pour le pouvoir et quel pouvoir ! Un pouvoir répressif à l'encontre de leurs peuples. La corde au cou vient d'être passée au monde entier. Le moment est venu de se réveiller et de faire front à cet hégémonisme militaire, politique et économique qui menace la paix et la stabilité du monde, et tourne le dos, par ses pratiques barbares, à toute civilisation.

Le 03.01.2007

L'UNION EUROPEENNE
FACE A L'ASSASSINAT

CRAPULEUX

DE SADDAM HUSSEIN

Bruxelles
sur la corde raide

De notre bureau de Bruxelles, Azlouz Mokhtari

L'UE terrorisée par la pendaison de Saddam Hussein — Bruxelles sachant, par faitement, que c'est G. Bush le véritable bourreau — n'essaie pas, parce que cela est vain, d'arbitrer entre Abraham et le président des Etats-Unis. Le 1^{er} janvier 2007 annonce pour les Européens des années sombres. Les USA n'admettront plus aucune réserve à l'encontre de leur diktat.

Ça sera à prendre ou à laisser. Bruxelles est, c'est le cas de l'écrire, sur la corde raide.

Entre Abraham qui a permis à sa «proche» humanité de passer du stade du sacrifice humain à celui de l'animal, symbolisé chez les musulmans par cette forte scène représentant un prestigieux ange offrant au père du monothéisme oriental (judaïsme - chrétienté - islam) un bélier afin qu'il laisse la vie sauve à son fils Ismaël et les images épouvantables de cruauté et de barbarie montrant la pendaison de Saddam Hussein, le jour même choisi par Abraham pour mettre fin à cette pratique humaine désastreuse, les Européens, terrorisés et impuissants, ont vécu des fêtes de fin d'année troublantes.

L'Aid des musulmans prenant place dans le calendrier grégorien juste la veille de la Saint-Sylvestre et quelques nuits seulement après le réveil chrétien, le crime — abominable — ordonné par G. Bush et exécuté, froidement, par le clan chiite le plus extrémiste en Irak et, actuellement, au pouvoir à la solde des Américains, a, il faut le souligner, laissé les Européens estomaqués, pantois !

Des leaders et des personnalités de premier rang ont, certes, dénoncé l'exécution mais cela est resté en deçà de ce qui était attendu par les opinions publiques. Pour la plupart d'entre-eux, les responsables des exécutions européennes se sont bornés à rappeler leur «opposition» de principe à la peine de mort sans évoquer les conditions qui ont précédé la mise à mort. Procès préfabriqué, avocats de l'accusé assassinés, changement de juges d'instruction et de procureur alors que la «procédure» était engagée, captivité de Saddam Hussein sans pratiquement aucun droit. Fait prisonnier par une armée d'occupants, l'ex-président irakien a été livré, quelques minutes seulement avant son exécution, à des hordes chiites remontées et haineuses qui ne lui ont même pas permis de réciter sa dernière chahada de sunnite en toute tranquillité.

A Bonn, Bruxelles, Paris, Londres, Amsterdam, Prague ou Varsovie, l'opinion publique européenne s'attendait à des réactions virulentes contre les USA de la part de ses dirigeants.

Il n'en a pas été ainsi pour, au moins, deux raisons.

La première est que les institutions européennes sont, présentement, entre les mains des partisans les plus zélés de l'agression anglo-américaine contre l'Irak. Le président de la Commission européenne, rappelés-le, n'est autre que le Portugais José Manuel Barroso, celui-là même qui organisa alors qu'il était chef de gouvernement de son pays, les cérémonies guerrières qui ont préparé les premières attaques en Mésopotamie saddamienne. Barroso fut le maître absolu du cérémonial funeste portant l'appellation «Congrès des Açores». Ce n'est pas donc de lui qu'il fallait s'attendre à des réactions hostiles à l'Amérique de Bush. L'autre raison du silence «européen» est tout bonnement la terreur. La pendaison de Saddam Hussein était un message clair adressé à toutes les nations du monde : applaudissez ou taisez-vous !

L'Union européenne a donc compris la menace. Si elle n'a pas été aussi odieuse que la sinistre Ligue arabe, il n'en reste pas moins que pour un ensemble «donneur de leçons» et ordonnateur lorsque cela arrange ses affaires de la «morale universelle», c'est inquiétant.

Le 1^{er} janvier 2007, le monde s'est donc réveillé face à cette réalité : George Bush a ramené l'humanité à une période anté-Abraham. Il l'a contrainte à accepter le sacrifice humain de préférence à celui de l'animal. Ou du bélier, si l'on veut.

A. M.